

MESSAGE N° 67 5 mai 2003
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi sur
l'approvisionnement en énergie électrique (LAEE)

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi sur l'approvisionnement en énergie électrique (LAEE).

1. INTRODUCTION

On compte à ce jour six entreprises qui fournissent et livrent du courant électrique aux consommateurs finals fribourgeois, dont quatre ont leur centre décisionnel dans le canton (Entreprises Electriques Fribourgeoises SA, Gruyère Energie SA, Industrielle Betriebe Murten (IB-Murten) et Elektrizitätswerk Jaun Gebrüder Buchs AG (EWJ)). Le réseau de distribution et le nombre de clients de ces entreprises sont représentés dans le tableau ci-après (état 2000).

	Haute tension	Moyenne tension	Basse tension	Stations
	(220/130/60 kV) [km]	(18 kV) [km]	(400/230 V) [km]	transformatrices 18kV/400V
EEF	559	2690	7011	2612
Gruyère Energie SA	0	158	291	227
SI Morat	0	24	40	51
EW Jaun	0	17	14	25

	Nombre de Clients	Energie distribuée par secteur [Mio kWh]		
		Ménages	Industries	Traction
EEF	132 000	916	626	13
Gruyère Energie SA	12 000	83	17	1
SI Morat	5950	25	24	0
EW Jaun	500	4	0	0

Deux autres entreprises sont implantées dans des cantons voisins (Romande Energie SA et BKW FMB Energie AG) et alimentent les enclaves fribourgeoises de Vuissens et de Wallenbuch; la commune de Prévondavaux (enclave de Surpierre) est également alimentée par Romande Energie SA.

Actuellement, il n'existe aucune disposition légale cantonale délimitant les aires de desserte et les devoirs des entreprises, la répartition des portions de territoire ayant été faite, dans la majeure partie des cas, sur la base de conventions orales ou écrites entre les distributeurs. Si aujourd'hui le territoire fribourgeois est équipé d'un réseau de distribution performant, assurant un approvisionnement très satisfaisant des différentes zones du canton, il est néanmoins nécessaire de pallier cette lacune législative, car les problèmes ou les litiges pourraient désormais surgir, en particulier après le rejet, par le peuple, de la loi fédérale sur le marché de l'électricité (LME).

2. PRINCIPE

L'approvisionnement en énergie électrique qui comprend la fourniture et la livraison d'électricité au consommateur final doit être considéré comme un service public. Cela implique des réseaux de distribution sûrs, fiables, performants et économiques ainsi qu'une fourniture suffisante. En outre, vu l'importance de cette ressource pour assurer les besoins élémentaires, il est indispensable que tout consommateur final puisse être alimenté. Dès lors, il convient de délimiter les zones d'approvisionnement et de fixer des conditions d'exploitation précises.

Selon le projet de loi, le Conseil d'Etat a la compétence d'attribuer des aires de desserte à des entreprises de droit

privé ou public qui sont chargées de la fourniture et de la livraison de l'énergie électrique. Il s'agit en principe de consolider la situation existante, avec les entreprises déjà implantées dans le canton, et de définir précisément les limites ainsi que les conditions d'approvisionnement. L'attribution des aires de desserte concerne autant les zones urbanisées que les zones non urbanisées, le terme «zones urbanisées» englobant les zones à bâtir ainsi que les zones d'extension prévues au niveau du plan d'utilisation du sol.

Un document régulièrement mis à jour par le Service des transports et de l'énergie va répertorier les aires de desserte et les zones d'exception. Ces dernières sont des sortes d'enclaves dans le sens où elles sont approvisionnées, sur la base d'une convention, par une autre entreprise que celle qui normalement devrait le faire. Le cas peut se présenter pour des raisons économiques, de simplification ou de rationalisation. Les zones d'exception existantes à l'entrée en vigueur de la loi sont maintenues comme telles. C'est le cas par exemple dans une partie de la région du Lac-Noir, zone située sur la commune de Jaun, mais alimentée par les Entreprises Electriques Fribourgeoises SA, alors que ladite commune est en principe alimentée par l'entreprise Elektrizitätswerk Jaun Gebrüder Buchs AG.

3. CONSÉQUENCES

3.1 Conséquences par rapport au droit fédéral

Le 22 septembre 2002, le peuple suisse a refusé la LME. La majorité des cantons, dont tous les cantons romands, s'y est opposée.

A l'analyse du scrutin, il ressort que le peuple suisse souhaite une sécurité de l'approvisionnement et le maintien du service public. Toujours par rapport à ce résultat, le sondage réalisé par l'Office fédéral de l'énergie démontre également qu'il n'y a globalement pas de net clivage au niveau politique et que les partis sont souvent divisés sur le sujet.

Dès lors, à la suite de l'échec de la LME, il est certain que la Confédération ne fera pas usage, à court terme, de la compétence étendue que lui attribue la Constitution pour légiférer sur le transport et la distribution d'énergie électrique; les cantons restent donc compétents pour édicter des normes en la matière.

3.2 Incidences en matière de personnel

La nouvelle loi proposée ne devrait pas entraîner une augmentation importante des activités dévolues à la Direction de l'économie et de l'emploi et au Service des transports et de l'énergie.

Toutefois, l'effectif du Service étant déjà restreint par rapport aux tâches dont il s'acquitte, les charges supplémentaires pourraient être confiées à des mandataires externes.

3.3 Conséquences financières

Le projet de loi n'implique pas d'effets notables sous l'angle financier.

3.4 Répartition des tâches entre l'Etat et les communes

Aucune intervention des communes n'est requise dans le cadre de l'application de la présente loi.

3.5 Eurocompatibilité

Le marché européen de l'électricité subit actuellement une profonde mutation et va dans le sens d'une ouverture totale. La plupart des Etats membres de l'Union européenne ont mené à terme l'ouverture de leurs marchés respectifs. C'est pourquoi, considérant la position stratégique de la Suisse et l'état des accords internationaux, il est fort probable que la Confédération propose, dans un futur plus ou moins proche, un nouveau projet d'ouverture du marché de l'électricité pour notre pays, sur d'autres bases que celles qui furent proposées initialement et pas forcément destiné à l'ensemble des consommateurs. Même si le projet de loi n'est aujourd'hui pas eurocompatible, certaines dispositions, notamment celle qui est relative aux aires de desserte, conserveront toute leur validité en cas d'ouverture du marché au niveau national.

Les accords bilatéraux ne concernent cependant pas le marché de l'électricité, si bien que, dans le domaine considéré, notre canton reste libre de légiférer comme il l'entend. Le projet de loi correspond, en revanche, à la volonté populaire exprimée lors du scrutin du 22 septembre 2002. Il doit aussi empêcher une ouverture «sauvage» du marché qui, dans les circonstances actuelles, représente une menace imminente.

4. COMMENTAIRES ARTICLE PAR ARTICLE

Art. 1 But

L'article 1 définit l'objectif de la loi qui est de garantir l'approvisionnement du consommateur final en énergie électrique. Cet acte entend consolider la situation existante.

Art. 2 Champ d'application

La loi s'applique à tous les niveaux de tension, en ce qui concerne l'approvisionnement en courant alternatif 50 Hz, à savoir la haute (60/130/220 kV), la moyenne (18 kV) et la basse tension (230/400 V). Elle concerne l'ensemble du territoire cantonal, en comprenant les zones urbanisées et non urbanisées. Considéré comme une tâche d'intérêt public, l'approvisionnement en électricité ne peut s'arrêter aux zones à bâtir et aux zones d'extension du plan directeur d'utilisation du sol.

Art. 3 Définitions

Cet article définit quelques notions importantes.

Les consommateurs finals (let. b) peuvent se situer à tous les niveaux de tension. Toutefois, la plupart (en terme de nombre et de consommation), dont les ménages, se situent au niveau de la basse tension.

Art. 4 Principes

Cet article définit les principes qui doivent garantir le meilleur approvisionnement possible en énergie électrique pour le consommateur final. Il précise notamment que les entreprises doivent veiller à ce que les différences de prix ne soient pas excessives. Les entreprises d'appro-

visionnement ayant en général une structure tarifaire différente les unes des autres, la comparaison des prix ne peut se faire que sur la base des consommations standards, selon la pratique de l'Association des entreprises d'électricité suisses. Cependant, un prix d'approvisionnement supérieur à 25 % de la moyenne cantonale peut être considéré comme excessif.

Art. 5 Collaboration et coordination

La mise en œuvre de la présente loi ne peut se faire que si l'Etat et les entreprises d'approvisionnement collaborent étroitement.

Les entreprises doivent en outre planifier leurs réseaux en collaboration avec les autorités concernées, qu'elles soient fédérales, cantonales ou communales, et selon les procédures prescrites en fonction de l'importance de l'objet. D'une manière générale, la construction, l'exploitation et l'entretien des réseaux de distribution relèvent de la législation fédérale et impliquent respectivement une intervention et une collaboration étroite avec les autorités fédérales compétentes.

Art. 6 Aires de desserte

En l'absence de réglementation, l'approvisionnement en énergie électrique, dans la situation actuelle, donne en général satisfaction. Toutefois, la définition des aires de desserte permet de consolider légalement la situation de fait actuelle.

Les aires de desserte correspondent en principe aux limites politiques des communes. Elles tiennent compte des zones approvisionnées à ce jour par les distributeurs, dans le sens où le but de la loi n'est pas de remettre en question la structure existante d'approvisionnement du territoire. Les entreprises d'approvisionnement vont désormais collaborer avec le Service à la réalisation du document répertoriant les aires de desserte, afin d'établir avec exactitude où commence et où s'arrête la fourniture et la livraison de chacun.

Ce document sera approuvé par le Conseil d'Etat. Il servira de référence dans le cadre de l'attribution des aires de desserte.

Art. 7 Attribution des aires de desserte

Le Conseil d'Etat attribue les aires de desserte en tenant compte de la répartition actuelle. Un mandat de prestations définira les principes à respecter par chaque entreprise d'approvisionnement.

Art. 8 Cas particuliers

Pour des raisons particulières, deux entreprises d'approvisionnement peuvent, par convention, déroger à la règle fondamentale du découpage des aires de desserte, d'où la création d'une «enclave», appelée zone d'exception.

En toute logique, les zones d'exception existantes sont maintenues. Elles sont répertoriées dans le document relatif aux aires de desserte. Celui-ci sera complété et amendé, selon les circonstances.

Art. 9 Obligation d'approvisionner

Cette disposition concrétise la notion de service public; elle garantit l'approvisionnement en électricité du consommateur final. Néanmoins, le raccordement ne sera possible que si ce dernier accepte les conditions usuelles

du règlement de fourniture et de livraison de l'entreprise, comme la mise à disposition gratuite du fonds pour établir et entretenir le raccordement.

Pour ce qui concerne les raccordements réalisés avant l'entrée en vigueur de la loi, ceux-ci sont en général maintenus. Cela signifie que l'entretien du réseau de distribution doit être assuré, même hors des zones urbanisées. Toutefois, il se peut qu'un bâtiment ayant initialement été raccordé ne soit plus exploité ou que la consommation d'électricité se soit fortement réduite. Pour ces cas, une analyse sera faite par l'entreprise d'approvisionnement, afin de démontrer que le maintien et l'entretien du raccordement représentent des coûts disproportionnés et qu'une autre solution doit raisonnablement être envisagée.

Art. 10 Contribution d'équipement et participation complémentaire

Conformément à la réglementation actuelle, les entreprises peuvent percevoir une contribution d'équipement pour le raccordement au réseau de distribution.

Si la rentabilité de la fourniture prévisible n'est pas assurée, et ce malgré la contribution d'équipement, une participation complémentaire peut être demandée. Cela concerne uniquement les consommateurs finals situés dans les zones non urbanisées. Par exemple, le propriétaire d'un chalet d'alpage isolé au fond d'une vallée pourrait faire une demande afin d'être approvisionné en électricité. L'entreprise assurant la desserte de la zone doit en principe approvisionner le bâtiment; il n'est toutefois pas pensable, même sous l'angle du service public, que la collectivité doive assumer le coût de la ligne. Dès lors, il est logique que le propriétaire ou son ayant droit participe aux frais.

Art. 11 Coordination et surveillance

Cet article attribue au Service des transports et de l'énergie des tâches de surveillance et de coordination. Dans ce cadre, il lui sera loisible de percevoir des émoluments administratifs, fixés selon le tarif du 9 janvier 1968.

Art. 12 Cas de litiges

C'est à la Direction en charge de l'énergie qu'il revient de trancher les éventuels litiges.

Art. 13 Voie de recours

Le Tribunal administratif statue en dernière instance cantonale.

BOTSCHAFT Nr. 67 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf über die Elektrizitätsversorgung (EVG)

5. Mai 2003

Wir unterbreiten Ihnen den Gesetzesentwurf über die Elektrizitätsversorgung (EVG)

1. EINLEITUNG

Die Endverbraucherinnen und -verbraucher im Kanton Freiburg werden heute von sechs Unternehmen mit elektrischer Energie versorgt. Vier davon haben ihr Entschei-

dungszentrum im Kanton (die Freiburgerischen Elektrizitätswerke (FEW), Gruyère Energie SA, die Industriellen Betriebe Murten und das Elektrizitätswerk Jaun Gebrüder Buchs AG (EWJ)). Die folgende Tabelle gibt Anschluss über das Versorgungsnetz und die Anzahl Kunden, die von den einzelnen Unternehmen bedient werden (Stand 2000).

	Hochspannung (220/130/60 kV)	Mittelspannung (18 kV)	Niederspannung (400/230 V)	Transformatorstationen 18kV/400V
	[km]	[km]	[km]	
FEW	559	2690	7011	2612
Gruyère Energie SA	0	158	291	227
IB Murten	0	24	40	51
EW Jaun	0	17	14	25

	Anzahl Kunden	Energieverbrauch nach Sektor [Mio kWh]		
		Haushalte	Industrie	Transport
FEW	132 000	916	626	13
Gruyère Energie SA	12 000	83	17	1
IB Murten	5950	25	24	0
EW Jaun	500	4	0	0

Zwei weitere Unternehmen sind in Nachbarkantonen angesiedelt (die Romande Energie SA und die Bernischen Kraftwerke AG), sie versorgen die Freiburgerischen Enklaven Vuissens und Wallenbuch. Die Gemeinde Prévondavaux (Enklave von Surpierre) wird ebenfalls von der Romande Energie SA versorgt.

Über die Zuteilung der Netzgebiete und die Pflichten der Unternehmen bestehen jedoch keine kantonalen Gesetzesbestimmungen. Die Gebiete wurden bisher meist aufgrund mündlicher oder schriftlicher Vereinbarungen zwischen den Versorgungsunternehmen aufgeteilt. Auch wenn der Kanton Freiburg heute über ein leistungsfähiges Verteilnetz verfügt, mit dem das gesamte Kantonsgebiet sehr gut versorgt wird, bestehen Gesetzeslücken, die geschlossen werden sollten, um Probleme oder Streitfälle zu verhindern, die künftig auftreten könnten – insbesondere seit das Bundesgesetz über den Elektrizitätsmarkt (EMG) vom Volk abgewiesen wurde.

2. GRUNDSATZ

Die Elektrizitätsversorgung, das heisst die Lieferung und Abgabe von Elektrizität an die Endverbraucherinnen und -verbraucher, gilt als ein Service public. Dies bedeutet sichere, zuverlässige, leistungsfähige und wirtschaftliche Verteilnetze und eine ausreichende Versorgung mit Elektrizität. Aufgrund des Stellenwerts, den die Elektrizitätsversorgung für die Deckung der Grundbedürfnisse einnimmt, ist es unerlässlich, dass jede Endverbraucherin und jeder Endverbraucher angeschlossen werden kann. Deshalb müssen Versorgungszonen eingeteilt und genaue Betriebsbedingungen festgelegt werden.

Der Gesetzesentwurf ermächtigt den Staatsrat, Netzgebiete an privat- und öffentlichrechtliche Unternehmen zu vergeben, die beauftragt sind, die Verbraucher mit Elektrizität zu versorgen. Das Ziel ist es, die bestehende Situation mit den im Kanton tätigen Unternehmen zu festigen und die Gebietsgrenzen und Versorgungsbedingungen genau festzulegen. Die Zuteilung der Netzgebiete betrifft sowohl besiedelte wie auch unbesiedelte Gebiete. Der Begriff «besiedelte Gebiete» umfasst die Bauzonen und die im Bodennutzungsplan vorgesehenen Entwicklungszonen.

In einem vom Amt für Verkehr und Energie laufend aktualisierten Dokument werden die Netzgebiete und die

Sonderzonen registriert. Letztere sind eine Art von Enklaven, die aufgrund einer Vereinbarung von einem anderen als dem für das Netzgebiet zuständigen Unternehmen versorgt werden. Der Fall kann aus wirtschaftlichen Erwägungen oder aus Gründen der Einfachheit oder der Rationalisierung auftreten. Die bei Inkrafttreten des Gesetzes bestehenden Sonderzonen bleiben erhalten. Dies ist zum Beispiel der Fall für einen Teil der Region Schwarzsee, der zur Gemeinde Jaun gehört und von den FEW beliefert wird, während das übrige Gemeindegebiet vom Elektrizitätswerk Jaun Gebrüder Buchs AG versorgt wird.

3. AUSWIRKUNGEN

3.1 Auswirkungen gegenüber dem Bundesrecht

Am 22. September 2002 lehnte die Mehrheit des Stimmvolks und der Kantone, darunter alle Westschweizer Kantone, das EMG ab.

Aus der Analyse des Abstimmungsergebnisses geht hervor, dass das Schweizervolk eine sichere Elektrizitätsversorgung und die Erhaltung des Service public wünscht. Auch das Bundesamt für Energie führte im Anschluss an die Abstimmung eine Umfrage durch. Diese ergab ebenfalls, dass im Allgemeinen keine grossen politischen Meinungsverschiedenheiten herrschen und dass sich die Parteien oft über das Prinzip nicht einig sind.

Nach der Ablehnung des EMG kann davon ausgegangen werden, dass der Bund kurzfristig nicht von den umfassenden Kompetenzen Gebrauch machen wird, die ihm die Verfassung für die Elektrizitätsübertragung und -verteilung einräumt. Die Kantone bleiben somit zuständig, um diesen Bereich gesetzlich zu regeln.

3.2 Personelle Auswirkungen

Das vorliegende Gesetz sollte keine grosse zusätzliche Arbeitsbelastung für die Volkswirtschaftsdirektion und das Amt für Verkehr und Energie darstellen.

Da jedoch der Personalbestand des Amts bereits jetzt für die Ausführung der ihm übertragenen Aufgaben begrenzt ist, könnten zusätzliche Aufgaben an externe Auftragnehmer vergeben werden.

3.3 Finanzielle Auswirkungen

Der Gesetzesentwurf wird keine bedeutenden finanziellen Auswirkungen haben.

3.4 Aufgabenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden

Die Ausführung des Gesetzes benötigt keine Beteiligung der Gemeinden.

3.5 Eurokompatibilität

Der europäische Elektrizitätsmarkt wird zurzeit grundlegend umgestaltet und entwickelt sich in Richtung einer vollständigen Öffnung. Die meisten Mitgliedstaaten der Europäischen Union haben ihre Binnenmärkte bereits geöffnet. Aus diesem Grund und in Anbetracht der strategischen Lage der Schweiz sowie der internationalen Ver-

träge ist es sehr wahrscheinlich, dass der Bund in mehr oder weniger naher Zukunft einen neuen Entwurf für die Öffnung des Elektrizitätsmarkts unseres Landes aufsetzen wird. Dieser wird nicht mehr auf der ursprünglich vorgeschlagenen Grundlage aufbauen und nicht unbedingt alle Endverbraucherinnen und -verbraucher einbeziehen. Auch wenn der vorliegende Gesetzesentwurf heute nicht eurokompatibel ist, so werden einige Bestimmungen – insbesondere über die Netzgebiete – im Falle einer nationalen Marktöffnung dennoch ihre volle Gültigkeit behalten.

Da sich die bilateralen Abkommen nicht auf den Elektrizitätsmarkt beziehen, ist unser Kanton vollkommen frei, auf dem betreffenden Gebiet geeignete Gesetze zu erlassen. Der vorliegende Gesetzesentwurf entspricht somit dem Volkswillen, der am 22. September 2002 zum Ausdruck gebracht wurde. Er bezweckt ferner die Verhinderung einer «wilden» Marktöffnung, die unter den heutigen Umständen eine unmittelbare Bedrohung darstellt.

4. ERLÄUTERUNGEN ZU DEN EINZELNEN ARTIKELN

Art. 1 Zweck

Der erste Artikel bestimmt den Zweck des Gesetzes, namentlich die Versorgung der Endverbraucherinnen und -verbraucher mit Elektrizität. Das Ziel ist es, die bestehende Situation abzusichern.

Art. 2 Geltungsbereich

Das Gesetz ist auf alle für die Versorgung mit 50 Hz Wechselstrom bestimmten Spannungsebenen anwendbar, das heisst die Hochspannung (60/130/220 kV), die Mittelspannung (18 kV) und die Niederspannung (230/400 V), und gilt für das gesamte Kantonsgebiet, das sowohl die besiedelten als auch die unbesiedelten Gebiete umfasst. Die Elektrizitätsversorgung, die als eine Aufgabe von öffentlichem Nutzen gilt, kann sich nicht auf die Bauzonen und die im Bodennutzungsplan vorgesehenen Entwicklungszonen beschränken.

Art. 3 Begriffe

In diesem Artikel werden einige wichtige Begriffe definiert.

Die Endverbraucherinnen und -verbraucher (Bst. b) können Strom auf allen Spannungsebenen beziehen. Die meisten und grössten Abnehmer, darunter auch die Haushalte, beziehen Strom im Niederspannungsbereich.

Art. 4 Grundsätze

Dieser Artikel definiert die Grundsätze für die bestmögliche Elektrizitätsversorgung der Endverbraucherinnen und -verbraucher. Insbesondere wird festgehalten, dass die Unternehmen unverhältnismässige Preisunterschiede vermeiden müssen. Da die Versorgungsunternehmen sehr unterschiedliche Tarifstrukturen aufweisen, kann der Preis nur über einen Standardverbrauch gemäss der Praxis des Verbands Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen verglichen werden. Ein Versorgungspreis, der um 25 % über dem kantonalen Durchschnitt liegt, kann als unverhältnismässig erachtet werden.

Art. 5 Zusammenarbeit und Koordination

Die Ausführung des vorliegenden Gesetzes ist nur gewährleistet, wenn der Staat eng mit den Versorgungsunternehmen zusammenarbeitet.

Die Unternehmen müssen ferner ihre Netze zusammen mit den zuständigen Behörden des Bundes, der Kantone oder der Gemeinden planen und sich dabei an die je nach Stellenwert der Anlage vorgeschriebenen Verfahren halten. Grundsätzlich richten sich der Bau, der Betrieb und der Unterhalt der Verteilnetze nach Bundesrecht und setzen die Beteiligung der zuständigen Bundesbehörden, beziehungsweise deren enge Zusammenarbeit, voraus.

Art. 6 Netzgebiete

Die Elektrizitätsversorgung ist heute ohne gesetzliche Regelung allgemein zufrieden stellend. Die Festlegung der Netzgebiete erlaubt es jedoch, die heutige Situation rechtlich abzusichern.

Die Grenzen der Netzgebiete decken sich grundsätzlich mit den Gemeindegrenzen. Sie berücksichtigen die bis heute von den Versorgungsunternehmen belieferten Zonen, denn das Ziel des Gesetzes ist es nicht, die bestehende Aufteilung für die Versorgung des Kantonsgebiets in Frage zu stellen. Um genau festzulegen, wo die Versorgungspflicht der einzelnen Unternehmen beginnt und wo sie endet, werden die Versorgungsunternehmen zusammen mit dem Amt ein Dokument aufstellen, in dem die Netzgebiete registriert werden.

Dieses Dokument wird vom Staatsrat genehmigt und dient als Grundlage für die Zuteilung der Netzgebiete.

Art. 7 Zuteilung der Netzgebiete

Der Staatsrat teilt die Netzgebiete unter Berücksichtigung der heutigen Aufteilung zu. Über eine Leistungsvereinbarung werden die Grundsätze festgelegt, an die sich die Versorgungsunternehmen halten müssen.

Art. 8 Besondere Fälle

In besonderen Fällen können zwei Versorgungsunternehmen eine Vereinbarung über eine Abweichung von den festgelegten Grenzen ihrer Netzgebiete treffen. Dadurch entstehen eine Art von «Enklaven», die als Sonderzonen bezeichnet werden.

Die bestehenden Sonderzonen werden beibehalten und im Dokument über die Netzgebiete registriert. Dieses wird laufend auf den neuesten Stand gebracht.

Art. 9 Anschlusspflicht

Diese Bestimmung verleiht dem Begriff des Service public Gestalt. Er garantiert die zuverlässige Elektrizitätsversorgung der Endverbraucherinnen und -verbraucher. Das Unternehmen kann den Anschluss jedoch nur gewährleisten, wenn die üblichen Bedingungen seines Versorgungsreglements akzeptiert werden und zum Bei-

spiel der Boden für den Anschluss und den Unterhalt der Leitung unentgeltlich zur Verfügung gestellt wird.

Die bei Inkrafttreten dieses Gesetzes bestehenden Anschlüsse werden grundsätzlich beibehalten. Dies bedeutet, dass der Unterhalt des Verteilnetzes auch ausserhalb der Siedlungsgebiete sichergestellt werden muss. Falls jedoch ein ursprünglich angeschlossenes Gebäude nicht mehr genutzt wird oder einen stark reduzierten Stromverbrauch aufweist, stellt das Versorgungsunternehmen eine Analyse auf, um nachzuweisen, dass der Unterhalt des Anschlusses unverhältnismässige Kosten verursacht, und dass eine andere Lösung ins Auge gefasst werden muss.

Art. 10 Anschlussgebühr und Ergänzungsbeitrag

Gestützt auf die heutige Regelung können die Unternehmen eine Gebühr für den Anschluss an das Verteilnetz erheben.

Falls voraussehbar ist, dass der Anschluss trotz Anschlussgebühr nicht rentabel sein wird, kann ein Ergänzungsbeitrag verlangt werden. Einzig Endverbraucherinnen und -verbraucher in unbesiedelten Gebieten sind davon betroffen. Der Besitzer einer abgelegenen Alphütte kann beispielsweise ein Gesuch um Elektrizitätsversorgung einreichen. Das Unternehmen, dem die betreffende Zone zugeteilt wurde, ist grundsätzlich verpflichtet, die Elektrizitätsversorgung des Gebäudes sicherzustellen. Es ist jedoch auch unter dem Gesichtspunkt des Service public undenkbar, dass die Gemeinschaft für die Kosten der Stromleitung aufkommen muss. Aus diesem Grund ist es vernünftig, dass vom Eigentümer oder vom Berechtigten eine Kostenbeteiligung verlangt wird.

Art. 11 Koordination und Überwachung

Dem Amt für Verkehr und Energie fallen die Überwachungs- und Koordinierungsaufgaben zu. Für deren Ausführung kann das Amt Verwaltungsgebühren gemäss dem Tarif vom 9. Januar 1968 erheben.

Art. 12 Streitigkeiten

Bei Streitfällen entscheidet die für Energie zuständige Direktion.

Art. 13 Rechtsmittel

Das Verwaltungsgericht wird als höchste kantonale Instanz bezeichnet.

Loi

du

sur l'approvisionnement en énergie électrique (LAEE)

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 9 juin 2000 sur l'énergie;

Vu le message du Conseil d'Etat du 5 mai 2003;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

1. Dispositions générales

Art. 1 But

La présente loi a pour but de garantir l'approvisionnement du consommateur final en énergie électrique, tâche d'intérêt public.

Art. 2 Champ d'application

¹ La loi s'applique à l'approvisionnement en énergie électrique à haute, moyenne et basse tension, à la fréquence de 50 Hz.

² Elle concerne l'ensemble du territoire cantonal.

Art. 3 Définitions

Dans la présente loi, on entend par

- a) approvisionnement: la fourniture et la livraison de l'énergie électrique;
- b) consommateur final: une personne physique ou morale qui achète de l'énergie électrique pour sa propre consommation;
- c) entreprise d'approvisionnement: une entreprise de droit privé ou public ayant pour mission l'approvisionnement en énergie électrique d'une aire de desserte déterminée;

Gesetz

vom

über die Elektrizitätsversorgung (EVG)

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Energiegesetz vom 9. Juni 2000;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 5. Mai 2003;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

1. Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Zweck

Dieses Gesetz bezweckt, die Elektrizitätsversorgung der Endverbraucherinnen und -verbraucher als Service public zu gewährleisten.

Art. 2 Geltungsbereich

¹ Das Gesetz gilt für die Versorgung mit Elektrizität im Hoch-, Mittel- und Niederspannungsbereich bei einer Frequenz von 50 Hz.

² Es ist auf das gesamte Kantonsgebiet anwendbar.

Art. 3 Begriffe

In diesem Gesetz bedeutet:

- a) Versorgung: Lieferung und Abgabe von Elektrizität;
- b) Endverbraucherin und -verbraucher: Natürliche oder juristische Person, die Elektrizität für den Eigenverbrauch kauft;
- c) Versorgungsunternehmen: Privat- oder öffentlichrechtlich organisiertes Unternehmen, das beauftragt ist, ein bestimmtes Netzgebiet mit Elektrizität zu versorgen;

- d) réseau de distribution: le réseau à haute, moyenne et basse tension servant à la livraison de l'énergie électrique au consommateur final ou à l'entreprise d'approvisionnement;
- e) aire de desserte: la partie du territoire cantonal attribuée à une entreprise d'approvisionnement.

Art. 4 Principes

¹ Les réseaux de distribution sont considérés comme cas d'utilité publique au sens de la loi sur l'expropriation.

² Tout consommateur final doit pouvoir être approvisionné en énergie électrique, pour autant que les conditions fixées par la présente loi soient réunies.

³ Les réseaux de distribution d'énergie électrique doivent être sûrs, fiables, performants et économiques.

⁴ Les différences de prix d'approvisionnement entre les entreprises d'approvisionnement ne doivent pas être excessives.

Art. 5 Collaboration et planification

¹ Les entreprises d'approvisionnement collaborent avec l'Etat à la mise en œuvre de la présente loi.

² Sur requête, les entreprises d'approvisionnement fournissent notamment les renseignements et les documents nécessaires.

³ Les entreprises d'approvisionnement planifient le développement de leurs réseaux en liaison avec les autorités concernées et selon les procédures prescrites par la législation.

2. Aires de desserte et devoirs des entreprises d'approvisionnement

Art. 6 Aires de desserte

¹ Le territoire du canton est divisé en aires de desserte, qui correspondent en principe aux limites politiques communales et qui tiennent compte de l'implantation des réseaux de distribution existants.

² Les aires de desserte sont répertoriées dans un document régulièrement mis à jour par le service chargé des questions relatives à l'énergie (ci-après: le Service), en collaboration avec les entreprises d'approvisionnement.

³ Le document est approuvé par le Conseil d'Etat.

d) Verteilnetz: Netz hoher, mittlerer oder niedriger Spannung für die Belieferung von Endverbraucherinnen und -verbrauchern oder Versorgungsunternehmen mit Elektrizität;

e) Netzgebiet: Teil des Kantonsgebiets, der einem Versorgungsunternehmen zugeteilt ist.

Art. 4 Grundsätze

¹ Die Verteilnetze gelten als Fälle öffentlichen Nutzens im Sinne des Bundesgesetzes über die Enteignung.

² Alle Endverbraucherinnen und -verbraucher müssen mit Elektrizität versorgt werden können, sofern die Voraussetzungen dieses Gesetzes erfüllt sind.

³ Die Verteilnetze müssen sicher, zuverlässig, leistungsfähig und wirtschaftlich sein.

⁴ Die Versorgungspreise dürfen keine unverhältnismässigen Unterschiede zwischen den einzelnen Unternehmen aufweisen.

Art. 5 Zusammenarbeit und Planung

¹ Die Versorgungsunternehmen arbeiten bei der Ausführung dieses Gesetzes mit dem Staat zusammen.

² Insbesondere legen die Versorgungsunternehmen auf Verlangen alle erforderlichen Auskünfte und Unterlagen vor.

³ Die Versorgungsunternehmen planen den Ausbau ihrer Netze in Zusammenarbeit mit den zuständigen Behörden und unter Beachtung der gesetzlichen Verfahren.

2. Netzgebiete und Pflichten der Versorgungsunternehmen

Art. 6 Netzgebiete

¹ Das Kantonsgebiet ist in Netzgebiete eingeteilt, deren Grenzen sich in der Regel mit den Gemeindegrenzen decken und die die bestehenden Verteilnetze berücksichtigen.

² Die Netzgebiete werden in einem Dokument registriert. Das für Energie zuständige Amt (das Amt) hält dieses Dokument mit Unterstützung der Versorgungsunternehmen laufend auf dem neuesten Stand.

³ Das Dokument wird vom Staatsrat genehmigt.

Art. 7 Attribution des aires de desserte

¹ Le Conseil d'Etat règle l'attribution des aires de desserte aux entreprises d'approvisionnement opérant sur le territoire cantonal.

² L'attribution d'une aire de desserte est assortie d'un mandat de prestations.

³ Le mandat de prestations définit notamment les principes à adopter dans les règlements de fourniture et de livraison des entreprises d'approvisionnement.

Art. 8 Cas particuliers

¹ Une entreprise d'approvisionnement peut convenir avec une autre entreprise d'approvisionnement de la fourniture et de la livraison d'énergie électrique pour une zone limitée située sur sa propre aire de desserte.

² Les zones d'exception existant à l'entrée en vigueur de la présente loi sont maintenues comme telles.

³ Toute extension d'une zone d'exception fait l'objet d'une convention entre les entreprises d'approvisionnement concernées.

⁴ Les zones d'exception sont toutes répertoriées dans le document cité à l'article 6 al. 2.

Art. 9 Obligation d'approvisionner

¹ Dans leur aire de desserte, les entreprises d'approvisionnement sont tenues d'approvisionner en énergie électrique tout consommateur final, pour autant qu'il s'acquitte de ses obligations conformément aux règlements de fourniture et de livraison des entreprises.

² Les raccordements au réseau de distribution réalisés avant l'entrée en vigueur de la présente loi doivent être conservés, pour autant que les circonstances originaires n'aient pas notablement changé.

Art. 10 Contribution d'équipement et participation complémentaire

¹ Les entreprises d'approvisionnement peuvent, sur la base de leurs règlements de fourniture et de livraison, percevoir une contribution d'équipement pour le raccordement au réseau de distribution.

² Si, dans le cadre d'un raccordement au réseau de distribution hors d'une zone urbanisée, la rentabilité de la fourniture prévisible n'est pas assurée, et ce malgré la contribution d'équipement, le propriétaire, ou son ayant droit, peut être tenu de verser une participation complémentaire, calculée selon le règlement de fourniture et de livraison de l'entreprise d'approvisionnement.

Art. 7 Zuteilung der Netzgebiete

¹ Der Staatsrat regelt die Zuteilung der Netzgebiete an die auf dem Kantonsgebiet tätigen Versorgungsunternehmen.

² Die Zuteilung eines Netzgebiets erfolgt mit einem Leistungsauftrag.

³ Der Leistungsauftrag hält insbesondere die Grundsätze fest, die die Versorgungsunternehmen in ihren Versorgungsreglementen berücksichtigen müssen.

Art. 8 Besondere Fälle

¹ Ein Versorgungsunternehmen kann einem anderen Unternehmen die Versorgung einer begrenzten Zone im eigenen Netzgebiet übertragen.

² Sonderzonen, die bei Inkrafttreten dieses Gesetzes bereits bestehen, werden unverändert beibehalten.

³ Jede Erweiterung einer Sonderzone bedarf einer Vereinbarung zwischen den betroffenen Versorgungsunternehmen.

⁴ Die Sonderzonen werden in dem in Artikel 6 Abs. 2 genannten Dokument aufgeführt.

Art. 9 Versorgungspflicht

¹ Die Versorgungsunternehmen sind verpflichtet, alle Endverbraucherinnen und -verbraucher auf ihrem Netzgebiet mit Elektrizität zu versorgen, sofern diese ihre Pflichten nach dem Versorgungsreglement des Unternehmens erfüllen.

² Die beim Inkrafttreten dieses Gesetzes bestehenden Netzanschlüsse müssen erhalten bleiben, sofern sich die ursprünglichen Voraussetzungen nicht stark verändert haben.

Art. 10 Anschlussgebühr und Ergänzungsbeitrag

¹ Die Versorgungsunternehmen können gestützt auf ihr Versorgungsreglement eine Gebühr für den Anschluss ans Verteilnetz erheben.

² Falls die Rentabilität eines Anschlusses ausserhalb des Siedlungsgebiets trotz Anschlussgebühr fraglich ist, kann von den Eigentümerinnen und Eigentümern oder von den Berechtigten ein Ergänzungsbeitrag verlangt werden. Der Beitrag wird nach dem Versorgungsreglement des Unternehmens berechnet.

3. Organisation et exécution

Art. 11 Coordination et surveillance

¹ Le Service coordonne les activités de l'Etat, en tant qu'elles concernent des problèmes liés à l'approvisionnement en énergie électrique, et veille à l'application de la présente loi.

² Le Service peut percevoir des émoluments pour ses activités.

Art. 12 Cas de litiges

La Direction en charge de l'énergie statue sur tous les cas de litiges liés à l'application de la présente loi.

Art. 13 Voie de recours

Les décisions prises en application de la présente loi sont sujettes à recours conformément au code de procédure et de juridiction administrative.

4. Disposition finale

Art. 14 Exécution et entrée en vigueur

Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution de la présente loi, dont il fixe la date d'entrée en vigueur.

3. Organisation und Vollzug

Art. 11 Koordination und Überwachung

¹ Das Amt koordiniert die Tätigkeit des Staats in Fragen der Elektrizitätsversorgung und sorgt für die Anwendung dieses Gesetzes.

² Für seine Leistungen kann das Amt Gebühren erheben.

Art. 12 Streitigkeiten

Die für Energie zuständige Direktion entscheidet allfällige Streitigkeiten im Zusammenhang mit der Anwendung dieses Gesetzes.

Art. 13 Rechtsmittel

Die in Anwendung dieses Gesetzes erlassenen Verfügungen können nach dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege mit Beschwerde angefochten werden.

4. Schlussbestimmung

Art. 14 Vollzug und Inkrafttreten

Der Staatsrat wird mit dem Vollzug dieses Gesetzes beauftragt; er bestimmt das Datum des Inkrafttretens.